



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

2018

AFRIQUE
**VUE D'ENSEMBLE
RÉGIONALE DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET LA NUTRITION
EN AFRIQUE**

**LUTTER CONTRE LA MENACE DE LA VARIABILITÉ
DU CLIMAT ET DES EXTRÊMES CLIMATIQUES POUR
LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION**

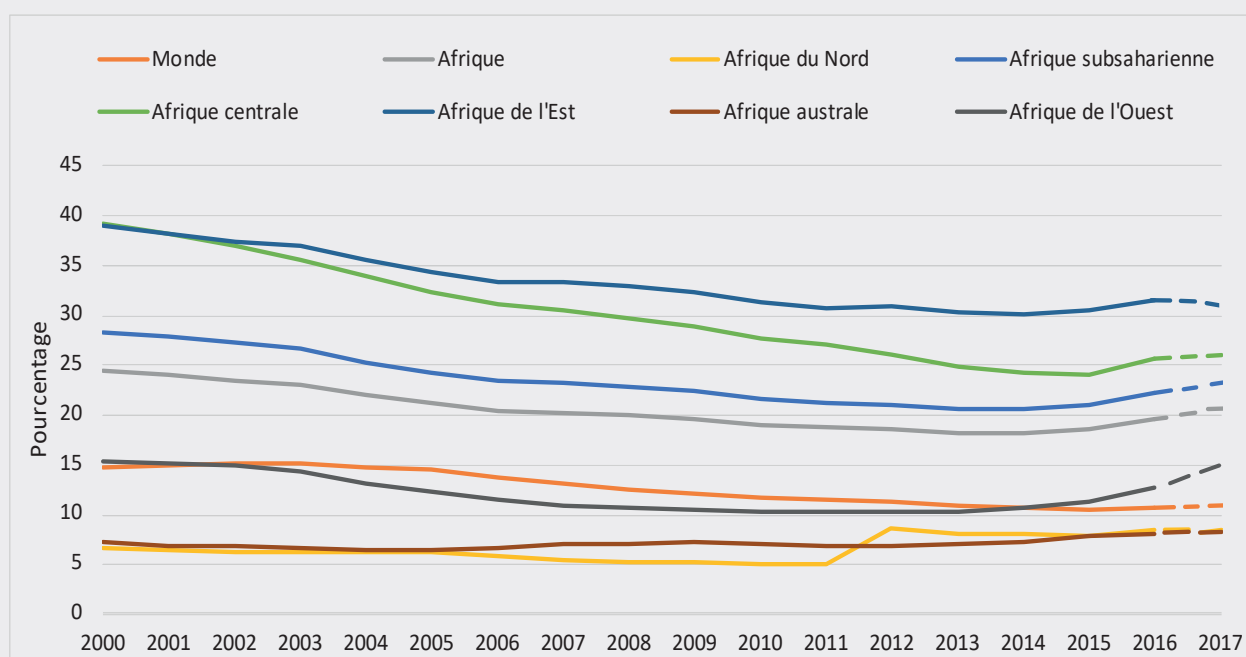
LUTTER CONTRE LA MENACE DE LA VARIABILITÉ DU CLIMAT ET DES EXTRÊMES CLIMATIQUES POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

Le rapport présenté dans l'édition de 2017 de la *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition* a indiqué que la situation de la sécurité alimentaire semble se détériorer sur le continent. Les données les plus récentes disponibles présentées dans le rapport de 2018 confirment que cette tendance se poursuit. L'aggravation de cette situation en Afrique s'explique par les conditions économiques mondiales difficiles et, dans de nombreux pays, les conflits et les mauvaises conditions climatiques, facteurs qui sont parfois combinés. La croissance économique a ralenti en 2016 en raison de la faiblesse des prix des produits de base, en particulier le pétrole et les minéraux. L'insécurité alimentaire s'est aggravée dans les pays touchés par des conflits, souvent exacerbés par la sécheresse ou les inondations, et en Afrique australe et de l'Est, de nombreux pays ont subi les effets d'une sécheresse prolongée. Il faut noter que plusieurs pays ont enregistré des progrès soutenus en matière de réduction de l'insécurité alimentaire malgré des circonstances difficiles.

À l'échelle mondiale, la prévalence de la sous-alimentation a légèrement augmenté chaque année, passant de 10,6 pour cent en 2015 à 10,9 pour cent en 2017. Aujourd'hui, il y a 821 millions de personnes sous-alimentées dans le monde. En Afrique, 20,4 pour cent de la population du continent (257 millions de personnes) sont aujourd'hui sous-alimentés contre 19,7 pour cent (241 millions de personnes) en 2016. En Afrique subsaharienne, 237 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2017 contre 222 millions en 2016.

La détérioration de la situation de sécurité alimentaire et les progrès insuffisants enregistrés par rapport aux cibles mondiales de l'OMS en matière de nutrition obligent les pays à intensifier leurs efforts pour parvenir à un monde libéré de la faim et de la malnutrition à l'horizon 2030. L'appel à agir pour engager d'autres mesures reste vrai même si la situation s'améliore sur les plans économique et climatique, ce qui offrira l'espoir d'enregistrer de nouveaux progrès en matière de réduction de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sur le continent.

PRÉVALENCE DE LA SOUS-ALIMENTATION DANS LE MONDE, EN AFRIQUE ET DANS SES SOUS-RÉGIONS EN 2005-2017*



Valeurs projetées, illustrées en pointillés.

Source: FAO.

Les résultats de l'examen biennal inaugural sur les progrès accomplis en matière de la mise en œuvre des objectifs de la Déclaration de Malabo montrent aussi clairement que des efforts supplémentaires devraient être fournis. Les preuves présentées dans la revue indiquent que les pays qui sont attachés aux valeurs et principes du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et se sont engagés à la mise en œuvre de leurs Plans nationaux d'investissement agricole ont obtenu de meilleurs résultats. Il est donc impératif de renforcer les engagements vis-à-vis des objectifs du PDDAA et d'accélérer les efforts pour élaborer et mettre en œuvre des Plans nationaux et régionaux d'investissement agricole.

La *Vue d'ensemble régionale* de cette année présente également des données provenant de certains pays qui ont réussi à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Leur expérience montre que, lorsque les politiques sont bien conçues et sont efficacement coordonnées et mises en œuvre, elles peuvent être d'importants facteurs de progrès envers la réalisation de l'Objectif de développement durable 2, à savoir éliminer la faim et la malnutrition sous toutes leurs formes à l'horizon 2030. En plus de passer en revue des politiques spécifiques sur la sécurité alimentaire et la nutrition, le présent rapport examine quatre thèmes transversaux importants, à savoir l'emploi des jeunes, les envois de fonds, le commerce intrarégional et le changement climatique. Il aborde leurs liens avec le système alimentaire et leur rôle dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

L'édition de 2017 de la *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition* en Afrique a signalé que, dans de nombreux pays, la variabilité du climat et les extrêmes climatiques, qui ne sont pas nécessairement dus au changement climatique, figuraient parmi les raisons expliquant l'augmentation du taux de la faim. L'édition de cette année se concentre sur une évaluation plus large et fondée sur des preuves de la menace que constituent la variabilité du climat et les extrêmes climatiques à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. De nombreux pays d'Afrique sont très exposés aux catastrophes climatiques et en subissent les dommages régulièrement. En Afrique subsaharienne, le phénomène El Niño de 2015-2016, qui a été extrêmement fort, a provoqué un réchauffement sans précédent et une sécheresse généralisée qui a plongé des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire. Au cours des dix dernières années, les catastrophes climatiques ont touché en moyenne

16 millions de personnes et occasionné sur le continent des dommages annuels évalués à 0,67 milliards de dollars des États-Unis. Entre 1970 et 2008, plus de 95 pour cent des décès dus à des catastrophes naturelles ont lieu dans des pays en développement. Des extrêmes climatiques plus nombreux et plus fréquents et une augmentation de la variabilité climatique menacent de saper les progrès réalisés en vue d'éliminer la faim et la malnutrition.

Dans les zones semi-arides et subhumides d'Afrique subsaharienne, les sécheresses et les inondations sont les principales causes des fluctuations à court terme de la production alimentaire. Si de tels phénomènes extrêmes devenaient plus fréquents et plus graves, ils menaceraient la stabilité des approvisionnements alimentaires et donc la sécurité alimentaire. Les preuves disponibles montrent que les extrêmes climatiques auront un impact négatif sur la sécurité alimentaire et la nutrition de plusieurs façons, ce qui aura éventuellement un impact sur les quatre dimensions de la sécurité alimentaire.

Le changement climatique associé à une mauvaise planification du développement, la pauvreté et la dégradation de l'environnement augmentent le risque qu'un phénomène climatique devienne une catastrophe. Une approche collective qui associe l'adaptation au changement climatique à un renforcement de la résilience face aux catastrophes présente l'opportunité de gérer les risques climatiques et de catastrophe dans le cadre d'objectifs de développement plus larges. Il est urgent de renforcer la résilience des ménages, des communautés et des pays face à la variabilité du climat et aux extrêmes climatiques. Un grand nombre de défis doivent être relevés pour renforcer les capacités institutionnelles et pour élaborer, coordonner et intensifier les mesures de surveillance des risques et d'alerte rapide, la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours, les mesures visant à réduire les vulnérabilités, les systèmes de protection sociale qui tiennent compte des chocs et la planification et la mise en œuvre des mesures de renforcement de la résilience. Les décideurs doivent œuvrer à l'intensification des actions visant à renforcer la résilience des moyens de subsistance des populations, des systèmes alimentaires et de la nutrition face à la variabilité du climat et les extrêmes climatiques à travers des politiques, programmes et pratiques intégrés et sensibles à la nutrition de réduction/gestion des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique qui soient spécifiques au contexte.

MESSAGES CLÉS

→ L'Afrique n'est pas en passe d'atteindre l'ODD 2. La prévalence de la sous-alimentation continue d'augmenter et touche maintenant 20 pour cent de la population du continent, un taux supérieur à celui de toute autre région. La hausse est beaucoup moins prononcée en Afrique du Nord avec une prévalence de 8,5 pour cent. En Afrique subsaharienne, la tendance à la hausse semble s'accroître et 23 pour cent de la population y est actuellement sous-alimentée. La prévalence de la sous-alimentation a le plus augmenté en Afrique de l'Ouest, suivie par l'Afrique centrale.

→ Il y a aujourd'hui 821 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, soit 36,4 millions de plus qu'en 2015. On en compte 257 millions en Afrique, dont 237 millions en Afrique subsaharienne et 20 millions en Afrique du Nord. Comparé aux chiffres de 2015, on constate que 34,5 millions de personnes supplémentaires souffrent de la sous-alimentation en Afrique, dont 32,6 millions en Afrique subsaharienne et 1,9 million en Afrique du Nord. Près de la moitié de cette hausse est due à l'augmentation du nombre de personnes sous-alimentées en Afrique de l'Ouest, tandis que le tiers provient de l'Afrique de l'Est.

→ Au niveau régional, la prévalence de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans diminue, mais très peu de pays sont en passe d'atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition relatives au retard de croissance. Le surpoids chez les enfants de moins de cinq ans continue d'augmenter et est particulièrement élevé en Afrique du Nord et australe. Les progrès en vue d'atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition de l'OMS sont si lents au niveau continental qu'il y a peu de chances qu'on puisse atteindre l'une quelconque d'elles.

→ L'aggravation de la situation de sécurité alimentaire s'explique par les conditions économiques mondiales difficiles et la faiblesse des prix des produits de base, en particulier pour le pétrole et les minéraux. Dans de nombreux pays, particulièrement en Afrique australe et de l'Est, des conditions climatiques défavorables provoquées par le phénomène météorologique El Niño ont entraîné une baisse de la production agricole et une flambée des prix des denrées alimentaires de base. La situation économique et climatique s'est améliorée en 2017, mais des pays subissent toujours les effets de la sécheresse ou des faibles précipitations. Dans de nombreux pays, des conflits, souvent combinés à des conditions météorologiques défavorables, ont fait que des millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence.

→ L'emploi des jeunes est un enjeu fondamental à travers le continent. La plupart des jeunes travaillent dans l'économie informelle et 67 pour cent des jeunes travailleurs vivent dans la pauvreté. L'agriculture et l'économie rurale joueront un rôle clé dans la création d'emplois pour absorber les millions de jeunes qui cherchent à intégrer le marché du travail chaque année. Des actions visant à mettre en place des infrastructures qui facilitent le développement des entreprises privées et la formation professionnelle dans des domaines spécifiques pour les jeunes et favorisant leur accès à la terre, au financement, aux intrants, aux services et aux dispositifs de sécurité sociale sont essentielles.

→ Les envois de fonds par les migrants jouent un rôle important pour réduire la pauvreté et la faim et stimuler des investissements productifs. Les envois de fonds internationaux représentent 3 pour cent du PIB en Afrique et les gouvernements devraient renforcer leur rôle dans le développement national en réduisant les coûts des transferts et en y impliquant la diaspora africaine. Parallèlement, les gouvernements doivent promouvoir des emplois décents, la croissance inclusive et le renforcement de la résilience des ménages, appuyés par des systèmes solides et intégrés de protection sociale, pour éviter les migrations forcées.

→ La signature de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine présente une opportunité d'accroître la croissance et le développement durable en augmentant les échanges, y compris dans le cadre du commerce des produits agricoles. Bien que les exportations intra-africaines des produits agricoles soient passées de 2 milliards de dollars des États-Unis en 2000 à 13,7 milliards en 2013, elles restent relativement modestes et souvent informelles. Il reste beaucoup à faire pour faciliter le commerce et réduire les obstacles non tarifaires. La libéralisation du commerce des produits alimentaires présente des risques pour les consommateurs et les producteurs, et les gouvernements devraient éviter de se servir des politiques commerciales pour atteindre de multiples objectifs à la fois. Ils doivent au contraire combiner des réformes commerciales et d'autres instruments tels que les programmes de protection sociale et les programmes d'atténuation des risques, en vue d'atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

→ Le changement climatique demeure une menace actuelle et croissante pour la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique. C'est une menace particulièrement grave pour les pays fortement tributaires de l'agriculture. Bien que les situations géographiques diffèrent, de manière générale, les effets des faibles précipitations et des températures élevées se voient déjà sur les rendements des cultures vivrières de base. À cause du changement climatique, à l'horizon 2050, 71 millions de personnes supplémentaires vivront dans l'insécurité alimentaire dans le monde, dont plus de la moitié en Afrique subsaharienne.

→ La variabilité du climat et les extrêmes climatiques sont un facteur clé de la récente aggravation de l'insécurité alimentaire et l'une des principales causes des graves crises alimentaires qu'a connu le continent. Ils compromettent directement et indirectement la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité des aliments, avec de graves conséquences sur les résultats immédiats et à long terme en matière de nutrition, en particulier pour les enfants.

→ La résilience au changement climatique est essentielle et doit s'appuyer sur les évaluations des risques climatiques, la science, les technologies éprouvées, et la collaboration intersectorielle. Une action plus poussée est nécessaire pour consolider ou développer les capacités institutionnelles en matière de surveillance des risques et de systèmes d'alerte rapide, la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours, les mesures visant à réduire les vulnérabilités, les systèmes durables de protection sociale qui tiennent compte des chocs et la planification et la mise en œuvre des mesures de renforcement de la résilience.

→ Les effets de la variabilité du climat et des extrêmes climatiques varient selon le sexe et sont souvent plus néfastes pour les femmes. Les efforts envers l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets et le renforcement de la résilience doivent donc se faire dans le cadre d'une approche sensible au genre.

→ L'Afrique est à la traîne en matière d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies d'adaptation au changement climatique. Des efforts plus importants sont nécessaires en matière de collecte de données, de suivi et de mise en œuvre des pratiques d'agriculture intelligente face au climat. Les efforts doivent être poursuivis pour concilier les approches humanitaires et de développement, par le biais de partenariats qui associent adaptation au changement climatique et réduction des risques de catastrophe et des financements à long terme. De plus, les actions intersectorielles doivent être mises à l'échelle pour renforcer la résilience face à la variabilité du climat et aux extrêmes climatiques.